



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2024288-0001

de mise en demeure et de mesures conservatoires à l'encontre de la société LD MATERIAUX  
située sur le territoire de la commune de BUCHERES

---

Le secrétaire général, préfet par intérim

**VU** le code de l'environnement, Livre V, titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 512-1, L. 541-1, L. 541-2, L. 541-46, R. 511-9, R. 181-1, R. 181-2 et R. 181-3 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R. 511-9 (annexe 4) du code de l'environnement, et en particulier :

- la rubrique n°2718 – 1 « Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 » dont le seuil de l'autorisation est de 1 tonne ;

**VU** l'arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 5 juillet 2024 établi à l'issue de la visite d'inspection du 14 mai 2024, auquel a été annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 10 juillet 2024 à la société LD MATERIAUX, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à la date du 8 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, (à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793) est soumise à autorisation lorsque la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne, pour la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'une installation de stockage de déchets inertes est soumise à enregistrement pour la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'une installation de traitement thermique de déchets non dangereux est soumise à autorisation pour la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite du 14 mai 2024, la présence d'un important amas de déchets de gravats sur plus de 100 m<sup>2</sup> environ et plusieurs mètres de hauteur ;

**CONSIDÉRANT** que les déchets n'ont pas pu être caractérisés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite du 14 mai 2024, la présence sur le site de deux big-bags d'amiante, et que les installations de transit de déchets d'amiante entrent dans le champ de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté des traces de brûlage à l'air libre de déchets ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté l'absence de rétention sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité exercée par la société LD MATERIAUX relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que ladite installation est exploitée sans l'arrêté d'autorisation requis par le code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre en demeure la société LD MATERIAUX de régulariser sa situation et de prescrire des mesures conservatoires dans l'attente qu'il soit statué sur cette régularisation ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation n'est pas conforme pour cette activité, en l'absence notamment de rétentions permettant de récupérer les eaux de lessivage, les eaux d'extinction d'incendie et toutes matières ou déchets répandus accidentellement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation de ces installations est de nature à présenter des risques de pollution des sols et des eaux et souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre en demeure la société LD MATERIAUX de réaliser un diagnostic des sols et des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** la vacance momentanée du poste de préfet dans le département de l'Aube ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 45 du décret n°2004-374 susvisé, en cas de vacance momentanée du poste de préfet, l'intérim est assuré de droit par le secrétaire général de la préfecture ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société LD MATERIAUX, dénommée l'exploitant dans les articles suivants est mise en demeure, pour ses installations exploitées 8, route de Dijon à BUCHERES (10800), de respecter les dispositions des articles 1.1 à 2 ci-dessous à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 1.1 Régularisation administrative**

L'exploitant doit, **dans un délai de 6 mois**, régulariser sa situation au titre de la réglementation sur les installations classées pour les rubriques exploitées.

### **Article 1.2 Eaux souterraines**

L'exploitant doit, **dans un délai de 6 mois**, réaliser une surveillance et une analyse des eaux souterraines selon une méthodologie énoncée dans la circulaire du 5 octobre 2005 sur la surveillance des eaux souterraines.

#### **Article 1.2.1 Surveillance des eaux souterraines**

Un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est mis en place :

- deux piézomètres de contrôle situés en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- un piézomètre de contrôle situé en amont par rapport au sens d'écoulement de la nappe. L'emplacement, la profondeur et les modalités de réalisation des forages de surveillance sont établis d'après l'avis d'un hydrogéologue agréé.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément aux normes en vigueur.

La localisation des ouvrages est précisée sur plan et transmise à l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).

#### **Article 1.2.2 : Analyse des eaux souterraines**

La surveillance des eaux souterraines est réalisée via le réseau piézométrique défini à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Le nombre de points de contrôle, la fréquence des analyses ainsi que la nature des paramètres analysés pourront être modifiés par l'inspection des installations classées ou par un hydrogéologue agréé, au vu des résultats obtenus.

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée 2 fois par an (hautes eaux et basses eaux).

Les prélèvements et analyses sont réalisés pendant une durée de quatre ans à compter de la notification du présent arrêté. Après cette période, le suivi peut être levé par décision de

l'inspection des installations classées, une fois l'absence d'impact de l'installation sur les eaux souterraines démontrée.

Le programme de surveillance porte sur les paramètres suivants :

Métaux totaux :
Aluminium
Arsenic
Plomb
Cadmium
Chrome total
Fer
Cuivre
Nickel
Phosphore total
Argent
Zinc
Étain
Zirconium
Mercure
Manganèse
Autres :
Hydrocarbure, COHV

Résultats :

Les résultats seront comparés aux valeurs de référence en vigueur (norme de potabilité...).

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées annuellement sous un rapport de synthèse présentant :

- une présentation générale du contexte hydrogéologique ;
- une présentation des piézomètres ;
- les résultats des mesures effectuées au cours de l'année ;
- l'interprétation de ces mesures ;
- l'évaluation de l'impact des prélèvements liés à l'exploitation.

**Article 1.3 : Diagnostic sur l'état de pollution des sols**

L'exploitant doit, **dans un délai de 6 mois**, réaliser un diagnostic de pollution de sols selon la méthodologie énoncée dans la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée.

L'exploitant :

- détermine la surface et le volume de sols pollués sur l'ensemble du site exploité par LD MATERIAUX,
- caractérise la nature de la pollution par des métaux lourds et par des polluants organiques,
- estime la pollution en profondeur par des sondages répartis selon un maillage serré, sur une profondeur suffisante, sur l'ensemble du site exploité par LD MATERIAUX.



## **Article 2 – Mesures conservatoires**

Tant qu'il n'est pas statué sur la régularisation administrative de l'installation, la société LD MATERIAUX est tenue, à ses frais :

### **Sans délai :**

- de ne plus réceptionner de déchets dangereux,
- de cesser tout brûlage à l'air libre.

### **Dans un délai de 1 mois :**

- de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs d'entrées et de sorties de déchets dangereux,
- de transmettre à l'inspection des installations classées, les justificatifs de la provenance des déchets non dangereux présents sur le site, et leurs quantités,
- de faire éliminer les déchets dangereux (amiantes...) vers les filières de traitement agréées,
- de mettre en œuvre les rétentions sous les produits et déchets liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

## **Article 3 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 4 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié à la société LD MATERIAUX.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de TROYES.

Fait à TROYES, le **14 OCT. 2024**

Le secrétaire général,  
Préfet par intérim,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.